

LES TENDANCES DE L'URBANISATION : DES VILLES DE RÉFUGIÉS

En analysant l'état des villes dans le monde, ONU-Habitat constate dans son rapport **L'État des villes dans le monde 2010-2011 : réduire la fracture urbaine**, que de nombreuses villes doivent accueillir un nombre croissant de personnes déplacées à qui il faut procurer un logement.

La capitale de la Jordanie, **Amman**, abrite la plus vaste proportion de réfugiés dans le monde, puisque un sur quatre de ses deux millions de résidents sont des réfugiés. Bon nombre sont des irakiens ou des palestiniens venus se réfugier dans cette ville pour fuir la guerre. Ceux d'entre eux qui sont entrés illégalement essayent de passer inaperçus pour éviter l'expulsion. La municipalité, qui s'efforce de maintenir l'ordre, la stabilité économique et les services publics dans une ville de plus en plus peuplée perçoit ces réfugiés comme une menace.

Les écoles et les hôpitaux sont surchargés par une population d'environ 500 000 réfugiés venus s'agglutiner dans la capitale depuis 2003.

Dans son rapport, ONU-Habitat avertit que d'autres villes dans le monde pourraient devoir faire face à des problèmes analogues. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime qu'un réfugié sur deux (tout comme une proportion importante des personnes intérieurement déplacées) vivent dans les villes. Selon le HCR, 36 % de l'ensemble des réfugiés, personnes déplacées, demandeurs d'asile et personnes rentrées dans leurs foyers – c'est-à-dire au moins 7 millions de personnes – vivaient en zone urbaine fin 2008.

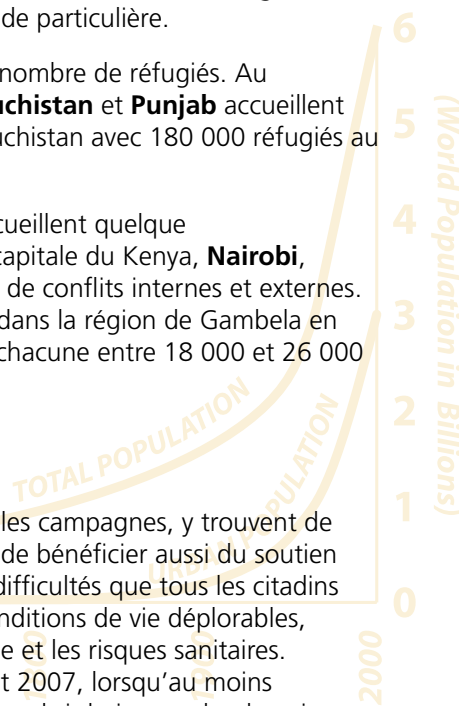
Tandis que 16 % de toutes les personnes déplacées qui résident en zone urbaine ont cherché refuge dans les pays développés, plus de 70 % - soit 5,3 millions de personnes – vivent dans des villes de régions en développement, en particulier en Asie occidentale, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Or ce sont les villes les moins aptes à faire face à cet afflux de réfugiés, notamment celles qui se trouvent dans des régions sujettes à conflits mais qui ont dû absorber ces réfugiés, qui ont besoin d'une aide particulière.

La poursuite des conflits en Asie du Sud et en Asie occidentale a créé un grand nombre de réfugiés. Au **Pakistan**, quatre villes accueillent 30 000 réfugiés et personnes déplacées; **Baluchistan** et **Punjab** accueillent des centaines de milliers de réfugiés; **Baku**, en Azerbaïdjan, suit Amman et Baluchistan avec 180 000 réfugiés au 31 décembre 2008.

Plusieurs villes du **Koweït**, de **l'Afghanistan**, de **l'Égypte** et de la **Somalie** accueillent quelque 100 000 personnes déplacées. La capitale de la Malaisie, **Kuala Lumpur**, et la capitale du Kenya, **Nairobi**, accueillent chacune au moins 30 000 réfugiés et personnes déplacées, par suite de conflits internes et externes. Les villes de **Kinshasa** (en République démocratique du Congo) et de Fugnido (dans la région de Gambela en Ethiopie), de **Kampala** (en Ouganda) et de **Khartoum** (au Soudan) accueillent chacune entre 18 000 et 26 000 personnes déplacées.

LES RÉFUGIÉS DANS LES VILLES

Les personnes déplacées qui viennent se réfugier dans les villes plutôt que dans les campagnes, y trouvent de meilleures chances de s'en sortir, en particulier de bénéficier d'aides sociales, et de bénéficier aussi du soutien de parents qui s'y trouvent déjà. Elles doivent cependant faire face aux mêmes difficultés que tous les citoyens pauvres, à savoir : l'absence de sécurité d'occupation, le surpeuplement, des conditions de vie déplorables, le manque d'accès aux services de base, un taux élevé de criminalité, le chômage et les risques sanitaires. On rappellera, pour illustrer ce propos, ce qui est arrivé au Soudan entre 2003 et 2007, lorsqu'au moins 300 000 personnes déplacées dans la capitale, Khartoum, se sont retrouvées sans abri du jour au lendemain, logements de fortune ayant été rasés pour faire place à d'autres projets d'urbanisation. Dans un autre cas, des milliers de personnes furent expulsées par la force et rendues sans abri, lorsque des établissements destinés aux



personnes intérieurement déplacées ont été rasés par le gouvernement, qui entendait fournir 13 000 logements.

Les réfugiés et les personnes déplacées qui se retrouvent dans les villes sont davantage exposés à la discrimination, à la violence et à l'exploitation que ceux qui vivent dans des camps organisés. Les réfugiés sans papiers peuvent facilement être expulsés par leur logeur ou leur employeur. Dénués de statut légal, ils ne peuvent réclamer une aide juridique sans risquer l'expulsion. Les citoyens déplacés sont aussi davantage touchés par les crises alimentaires.

Le rapport d'Habitat souligne toutefois, que les personnes déplacées ne vivent pas toutes dans des taudis et des bidonvilles et que beaucoup parviennent à s'intégrer dans la vie urbaine normale dans la plupart des villes d'accueil, dans divers pays. On connaît mal leur situation et on ignore souvent où ils se trouvent. Ils évitent d'attirer sur eux l'attention des autorités, ce qui signifie qu'ils sont généralement logés dans des demeures insalubres.

Selon le HCR, en Syrie, le nombre de réfugiés vivant en zone urbaine dépasse 1,1 million d'habitants. Dans le Centre et le Sud de la Somalie, la population de citoyens déplacés, y compris Mogadishu, atteint plus d'1 million.